

Safe

Railway Tracks
are for
Trains Only

Do not
Trespass
Danger
Passage
interdit

TP13279
Government
Publications

328

31761116357484

Transport Canada

Canada

The Facts

Every year in Canada, trespassing on railway tracks claims the lives of about 60 people. About another 40 people are injured in trespassing accidents.

The Problem

Often the most desirable route to a destination involves crossing or traveling along the railway tracks.

Working Together

To reduce the number of injuries and deaths caused by trespassing requires the co-operation of railway companies, municipalities, landowners and the public.

Trespassing can be controlled by installing access barriers or providing alternate means of legal access.

Costs may be shared among the railway companies, landowners and municipalities. In the case of new developments, costs are often borne by the developer. The Canadian Transportation Agency is available to resolve disputes between the affected parties.

Involvement of Transport Canada

Railway Safety inspectors are available to consult with local authorities to provide suggestions and recommendations to eliminate trespassing. In the event that acceptable solutions are not reached through local consultation, the Railway Safety Act empowers the Department to take action to ensure public safety.

What Can Be Done

Do not trespass



Education Information should be directed to specific groups who are trespassing in an area through community and service groups, school presentations, community newspapers, TV public service announcements, or by other means. Operation Lifesaver or your provincial Safety Council can also provide assistance.



Enforcement Local and railway police forces can patrol affected areas.



Barriers Fencing or other barriers serve to discourage people from entering the right-of-way and can direct them to safer routes away from the tracks, or along specially built paths.



Legal access It may be provided by various means: an overhead walkway or subway for pedestrians, appropriately protected grade crossings and parallel paths, or sidewalks to prevent trespassing along railway tracks.



Signage A simple sign warning of danger may alert potential trespassers.



Zoning Careful zoning can reduce future problems by restricting urban development near railway tracks. If such development is necessary, planning should include means to avoid trespassing, such as upgrading fences or providing alternative access.



Train usage Trains may be required to reduce speed, use whistles, or be rescheduled.



The Transport Canada regional offices listed below can be contacted for information on any issue of railway safety

Atlantic Region
Moncton, N.B.
Tel. (506) 851-7040
Fax. (506) 851-7042

Quebec Region
Montréal, Québec
Tel. (514) 283-5722
Fax. (514) 283-8234

Ontario Region
Toronto, Ontario
Tel. (416) 973-9820
Fax. (416) 973-9907

Prairie and Northern Region
Winnipeg, Manitoba
Tel. (204) 983-4214
Fax. (204) 983-8992

Saskatoon, Saskatchewan
Tel. (306) 975-5105
Fax. (306) 975-4555

Calgary, Alberta
Tel. (403) 292-5497
Fax. (403) 292-6089

Pacific Region
New Westminster, British Columbia
Tel. (604) 666-2955
Fax. (604) 666-7747

Operation Lifesaver
Tel. (514) 879-5626
Fax. (514) 879-1522

Sécurité

TP13279

Voies ferrées –
pour trains
seulement

Passage
interdit
Danger
Do not
Trespass



Les faits

Chaque année au Canada, une soixantaine de personnes trouvent la mort après s'être introduites sur la propriété des chemins de fer. Une quarantaine d'autres personnes sont blessées pour les mêmes raisons.

Le problème

La solution de facilité incite souvent les gens à traverser la voie ferrée ou à marcher le long de celle-ci.

Unissons nos efforts

Pour réduire le nombre de blessures et de décès causés par le passage sans autorisation sur les voies ferrées, les sociétés de chemin de fer, les municipalités, les propriétaires fonciers et le public en général doivent unir leurs efforts.

Il est possible de limiter les intrusions en installant des barrières ou en aménageant une voie d'accès différente.

Les sociétés de chemin de fer, les propriétaires fonciers et les municipalités peuvent partager les coûts encourus pour mettre en œuvre ces solutions. Dans le cas des nouveaux développements, ce sont les promoteurs qui assument normalement ces coûts. Le cas échéant, l'Office des transports du Canada peut intervenir pour régler les différends entre les parties.

Rôle de Transports Canada

Les autorités locales peuvent communiquer avec un inspecteur de la sécurité ferroviaire pour obtenir des suggestions et des recommandations sur la façon d'éliminer les intrusions. Si on ne peut toujours pas trouver une solution satisfaisante, la Loi sur la sécurité ferroviaire donne le pouvoir au Ministère de prendre toute mesure requise pour assurer la sécurité publique.

Les solutions

Passage interdit



Éducation L'information devrait viser directement les segments de la population qui s'introduisent sans autorisation dans les zones concernées. On peut passer par la collectivité et les groupes d'aide sociale, les écoles, les quotidiens, la télévision (à l'aide de messages d'intérêt public) ou autres. Les responsables de l'Opération Gareatrain et du conseil de sécurité provincial peuvent aussi offrir une aide utile.



Application de la loi Le service de police local et celui des chemins de fer peuvent patrouiller les endroits dangereux.



Barrières Les clôtures et les autres types de barrières servent à décourager l'introduction sur l'emprise ferroviaire. Elles permettent également de diriger les personnes vers un chemin éloigné de la voie ferrée ou le long de sentiers particuliers, où tous pourront circuler en sécurité.



Accès libre Une passerelle ou un viaduc pour les piétons, un passage à niveau sécuritaire, un sentier parallèle ou un trottoir représentent d'excellents moyens d'empêcher le passage sans autorisation sur les voies ferrées.



Signalisation Une simple affiche avertissement d'un danger peut sensibiliser les personnes tentées de violer l'interdiction de passer.



Zonage Un zonage bien planifié peut atténuer les problèmes éventuels en limitant le développement urbain près des voies ferrées. Si on devait tout de même construire à ces endroits, on devrait prévoir des façons d'éviter les violations de propriété. Il est par exemple possible d'installer des clôtures plus hautes ou d'aménager un autre accès.



Trains On peut demander que les trains réduisent leur vitesse, sifflent pour annoncer leur passage ou modifient leur horaire.



On peut s'adresser à l'un des bureaux régionaux de Transports Canada pour obtenir de l'information ou pour poser toute autre question concernant la sécurité ferroviaire.

Région de l'Atlantique

Moncton (Nouveau-Brunswick)
Tél. : (506) 851-7040
Téléc. : (506) 851-7042



Région du Québec

Montréal (Québec)
Tél. : (514) 283-5722
Téléc. : (514) 283-8234



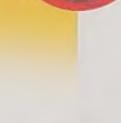
Région de l'Ontario

Toronto (Ontario)
Tél. : (416) 973-9820
Téléc. : (416) 973-9907



Région des Prairies et du Nord

Winnipeg (Manitoba)
Tél. : (204) 983-4214
Téléc. : (204) 983-8992



Saskatoon (Saskatchewan)

Tél. : (306) 975-5105

Téléc. : (306) 975-4555



Calgary (Alberta)

Tél. : (403) 292-5497

Téléc. : (403) 292-6089



Région du Pacifique

New Westminster (Colombie-Britannique)
Tél. : (604) 666-2955
Téléc. : (604) 666-7747

Opération Gareatrain

Tél. : (514) 879-5626

Téléc. : (514) 879-1522